

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de **Gérald Antoine**
(séance du lundi 17 mai 2010)

Yvon Gattaz : Vous avez abordé un sujet qui m'est cher depuis longtemps, celui de la formation professionnelle. Quand on crée une entreprise à partir de zéro et qu'on est, selon l'expression naguère consacrée, un « artisan de fond de cour », on se heurte tous les jours au problème de la formation professionnelle. Celle-ci est un élément de base de la réussite de l'entreprise.

Il n'est que trop vrai que nous cultivons l'intellectualisme et l'abstraction. On a jugé les gens jusqu'au milieu du XX^e siècle sur leur intelligence, c'est-à-dire sur leur capacités de réception, faculté de compréhension, d'analyse, de synthèse et de mémoire. Or, dans l'entreprise, il s'agit là de qualités mineures. Les qualités majeures sont autres ; il s'agit des qualités d'émission : imagination créatrice, ténacité, pugnacité, capacité à entraîner les hommes, charisme, bon sens, etc. Mais en France, la formation professionnelle ignore ces qualités d'émission si importantes pour l'entreprise.

Intervenant fréquemment dans les lycées professionnels, je suis toujours agréablement surpris par la qualité des élèves, souvent issus de milieux très modestes. Ils savent bien que l'apprentissage par la formation en alternance est en fait la méthode d'enseignement qui leur assure les meilleures chances de trouver un emploi.

*
* *

Xavier Darcos : Le système éducatif français a été extrêmement accueillant dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Ne construisait-on pas près d'un collège par jour dans les années soixante-dix ? On s'est alors trouvé face à une masse considérable d'élèves sans que l'on se fût assuré que cette massification permettait la démocratisation, c'est-à-dire l'accompagnement de chacun d'une manière personnalisée. On a au contraire pensé que la solution au problème posé par la massification était de donner la même chose à tous, de faire de l'égalitarisme, alors que les besoins étaient très diversifiés. Le résultat est que trente plus tard, le système français est l'un des plus inégalitaires au monde par rapport aux origines sociales ; les critères familiaux et les déterminismes des ascendants jouent aujourd'hui un rôle prépondérant dans le destin scolaire. On peut ainsi évaluer avec une bonne chance de certitude le destin scolaire d'un enfant en ne connaissant que son prénom et son adresse...

Pourtant, très tôt, le système éducatif a pris conscience de cette dérive et il a mis en place des dispositifs de diversité très grande. Vous évoquiez le collège unique, mais il ne l'est guère aujourd'hui. Tous les collèges des quartiers difficiles, collèges désignés par euphémisme comme « collèges ambition-réussite », disposent de systèmes très divers de soutien et d'accompagnement, d'heures complémentaires, de travail assuré en jonction avec le premier degré, etc. Rappelons que, dans un collège ambition-réussite de 350 élèves environ, il y a 100 adultes, soit un adulte pour moins de quatre élèves.

Tout bien considéré, la question de la démocratisation est-elle une question scolaire ? Ne faudrait-il pas la poser ailleurs ? Lorsqu'on demande à un collègue d'un

quartier difficile de régler les problèmes sociaux, on ne fait rien d'autre que de tenter de vider la cuvette alors qu'on ne sait pas fermer le robinet. Si l'école va à la dérive, n'est-ce pas parce qu'elle est emportée par le désordre et la confusion d'une société qui a perdu énormément de repères, particulièrement dans les quartiers difficiles, véritables zones de non-droit où les structures associatives et familiales ont explosé ? Il est frappant de constater qu'aujourd'hui, la plupart des jeunes enseignants ne sont plus des intellectuels, mais des travailleurs sociaux.

*
* *

Jean-Robert Pitte : Vous avez dit souhaiter l'introduction de « paliers d'orientation » et vous avez ajouté qu'il ne s'agissait pas de sélection. Ces paliers d'orientation donneraient droit ou devoir à chaque élève d'aller dans la filière de ses capacités. En réalité, ce système n'est rien d'autre que de la sélection. Il faudra bien un jour appeler les choses par leur nom. Depuis des décennies, on se refuse à utiliser le mot de sélection, voire le mot d'orientation. Il faudrait avoir le courage de dire que la sélection n'est mauvaise ni pour la société ni surtout pour les jeunes.

Vous avez par ailleurs estimé qu'il n'était pas judicieux d'enseigner la grammaire théorique dans le primaire. Il me semble toutefois que l'enseigner, même sans rentrer dans le détail, est le meilleur moyen d'atténuer les fatalités sociales. Que des jeunes issus de l'immigration et vivant dans des quartiers difficiles soient capables d'utiliser l'imparfait du subjonctif me paraît constituer pour eux un bon atout pour démarrer dans la vie et échapper à la marginalisation. La maîtrise de la langue est le premier facteur d'égalité des chances.

*
* *

Alain Besançon : En Suisse, seuls 20% des élèves passent le baccalauréat. Les autres sont orientés avant vers l'éducation professionnelle. En France, c'est l'inverse.

Par ailleurs, le collège unique a joué un rôle éminemment néfaste en favorisant la décadence de l'artisanat français. La France, avec l'Italie et l'Allemagne, pouvait jadis s'enorgueillir d'un artisanat de grande qualité. L'Italie a toujours de très bons artisans, mais la France, avec le laminoir du collège unique a réussi à étouffer l'expression des talents nécessaire à l'artisanat.

*
* *

Georges-Henri Soutou : J'ajouterai à ce qu'Alain Besançon vient de dire sur la Suisse que, dans ce pays, les trois ordres d'enseignement sont toujours très bien distingués : primaire, secondaire et enseignement supérieur. Chacun a sa finalité et ils ne sont pas confondus, alors qu'en France l'enseignement primaire ne veut plus faire du primaire et l'enseignement secondaire prétend singer l'enseignement supérieur.

En Suisse, on peut faire une carrière tout à fait honorable et avoir des revenus relativement importants sans être passé par l'enseignement supérieur. Par contre, en

France, un jeune qui n'est pas diplômé de l'enseignement supérieur aura beaucoup plus de mal à trouver un emploi que s'il est diplômé de l'enseignement supérieur.

En raison de l'évolution qu'a connue la démocratie dans nos pays depuis la fin de la seconde guerre mondiale, il peut être utile de s'intéresser aux méthodes d'enseignement des États-Unis et, particulièrement, de l'enseignement supérieur. Dans l'enseignement supérieur américain, on considère que les étudiants qui arrivent sont au niveau zéro de la discipline qu'ils sont venus étudier à l'université. Cela a pour conséquence des manuels et des revues très différents de ceux utilisés en France, de conception beaucoup plus pédagogique.

En ce qui concerne la formation professionnelle, qu'on appelle professionnalisation dans l'enseignement supérieur, ce n'est pas qu'on n'essaye pas de la mettre en place, mais on le fait de façon tellement éloignée des réalités économiques et tellement bureaucratique que l'on n'aboutit à rien.

*

* *

Bernard d'Espagnat : J'ai été très frappé par la communication qu'a faite l'an passé notre correspondant de l'Université de Bâle, Robert Kopp, sur l'enseignement en Suisse. Il apparaissait – ce qui a été confirmé aujourd'hui – qu'on ne cherche pas en Suisse à décrocher des diplômes ni à orienter systématiquement les jeunes vers le baccalauréat et l'enseignement supérieur. L'orientation professionnelle y est très appréciée, prélude souvent à de belles carrières et concerne la majorité des jeunes, ce qui n'empêche pas la Suisse de tenir son rang sur la scène internationale sans rien avoir à envier à ses voisins.

Le problème de l'éducation apparaît donc bien lié à une question de mentalité générale. C'est pourquoi j'approuve totalement votre idée de placer la formation professionnelle non seulement sous la tutelle de l'Éducation nationale, mais également sous celle de l'Emploi et des médias, ces derniers pouvant diffuser l'idée que les métiers manuels sont tout aussi respectables que la réflexion théorique et le maniement de concepts.

*

* *

Gabriel de Broglie : La tautologie entre démocratie et éducation, que vous avez évoquée à la fin de votre communication, n'a pas toujours existé. Il y eut même un temps, au milieu du XIX^e siècle, où certains grands esprits, tels Guizot et Tocqueville, ont pensé que l'éducation était la meilleure manière d'éviter la démocratie. Guizot l'a dit et l'a fait. Tocqueville l'a pensé, l'a écrit, mais pas dans son œuvre.

Si Guizot a développé l'instruction, ce n'était pas pour réaliser la démocratie. Il en a apporté une démonstration à la fin puisqu'en refusant d'élargir le suffrage, conséquence directe d'un progrès de l'instruction, il a précipité l'échec de sa tentative d'instaurer une monarchie constitutionnelle.

De nos jours, il ne fait de doute pour personne que la tautologie entre démocratie et éducation existe. Mais peut-être conviendrait-il d'en préciser le sens. Éducation et démocratie sont deux notions complémentaires qui devraient marcher du même pas. Quel jugement peut-on porter à cet égard ? Au moment de Guizot s'est produit un écart qui tenait à ce que la reconnaissance des libertés publiques n'a pas accompagné les progrès de l'éducation. Aujourd'hui, ne sommes-nous pas dans une

situation inverse ? J'entends par là que nous profitons d'une reconnaissance très large des libertés politiques tout en ayant un système d'éducation qui ne progresse pas du tout du même pas.

Ce phénomène est-il, à votre sens, universel ? Il me semble que non dans la mesure où quelques grands pays émergents pratiquent le progrès pas à pas de l'éducation et de la démocratie. L'Inde et le Brésil illustrent parfaitement ce propos. Est-il envisageable que notre pays comble ce décalage et fasse en sorte que démocratie et éducation progressent un jour du même pas ?

*
* *

Bertrand Collomb : Le collège unique est devenu le symbole de ce cadre rigide dans lequel on veut enfermer des profils très différents. Pour avoir participé au cabinet de René Haby, je me dois de vous dire que l'objectif de René Haby n'était pas du tout de créer un cadre rigide, mais de créer, dans un cadre donnant la même respectabilité à tous les enseignements, des parcours très diversifiés et personnalisés. Malheureusement, la mécanique implacable du ministère de l'Éducation a réduit à néant les intentions de départ.

Xavier Darcos nous a indiqué que le système avait fait beaucoup de tentatives pour diversifier, mais je me demande si ces tentatives sont significatives par rapport à la taille du système. Je crains qu'elles n'aient pas véritablement attaqué le cœur du système.

Vous indiquez que la Cour des comptes, dans un rapport récent, a montré que l'uniformité, loin d'être la condition de l'égalité, est source d'inégalités. C'est une idée assez évidente que connaissent tous les observateurs. J'ai été membre, il y a quelque temps, de la Commission Thélot qui avait organisé un grand débat national et recueilli les opinions de plus d'un million de personnes. Il ressortait du débat un mouvement très profond de toutes les catégories – enseignants, élèves, parents – contre toute autonomie car celle-ci signifiait à leurs yeux différenciation et différenciation à son tour signifiait inégalité. Comment faire pour que le constat de la Cour des comptes puisse être plus largement pris en compte par l'opinion publique ?

En ce qui concerne la place du travail manuel, il convient de ne pas se voiler la face : notre société ne valorise pas le travail manuel. Les parents savent très bien que si leurs enfants vont vers le travail manuel ils n'auront pas des carrières de banquier. La seule façon de pallier cette difficulté est sans doute de développer davantage l'apprentissage et la formation en alternance qui a l'immense vertu de ne pas opposer des catégories comme manuel et intellectuel, mais de mettre le jeune au contact de la réalité et de lui montrer qu'il peut, par ses propres moyens, résoudre des problèmes.

*
* *

Gilbert Guillaume : Le système de formation en alternance fonctionne parfaitement, selon les principes du système allemand, dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Pourquoi n'a-t-on jamais eu l'idée au ministère de l'Éducation nationale de s'inspirer de cet exemple réussi ?

*
* *

Chantal Delsol : Je me réjouis que vous ayez parlé de l'apprentissage et de la formation technique. À ce propos, j'aimerais souligner que le problème a pour l'essentiel ses racines dans la tête des élites, dans une forme d'incohérence qui nous touche tous car nous faisons l'éloge du technique à condition que ce ne soit pas pour nos enfants. Nous faisons tout pour que nos enfants ne deviennent pas plombiers, mais plutôt cadres supérieurs. Dans ces conditions, ce ne sont pas les discours qui vont changer les choses. Seuls les témoignages des élites le pourront.

*
* *

Jean Baechler : Pourquoi n'avez-vous pas introduit de distinction entre « éducation » et « instruction » ? Par « éducation », on peut entendre l'apprentissage du métier humain et par « instruction » l'apprentissage de compétences négociables éventuellement sur un marché du travail. Si vous confrontez « éducation » d'un côté et « instruction » de l'autre à « démocratie », vous êtes entraîné sur des pistes extrêmement différentes. Je crois que c'est surtout l'éducation au sens d'apprentissage du métier humain qui est indispensable à la démocratie et c'est sans doute ce qui nous manque avant tout. Pour ce qui est de l'instruction, il n'y a aucune corrélation nécessaire avec la démocratie. Le métier d'ingénieur reste le même en démocratie et en autocratie. Est-ce délibérément que vous avez confondu « éducation » et « instruction » ?

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : On dit que les parents ne veulent pas que leur enfant devienne plombier. En fait, c'est l'enfant lui-même qui ne veut pas devenir plombier. Beaucoup de parents qui ont un enfant aux résultats insuffisants dans l'enseignement général souhaiteraient qu'il devienne un bon artisan, mais par référence à certains modèles culturels stéréotypés, l'enfant souvent refuse.

*
* *

Réponses :
À Jean Baechler :

Je n'ai pas confondu les deux termes, j'ai uniquement retenu celui qui m'avait été proposé par notre président, à savoir « éducation ». Je reconnais toutefois que j'aurais dû détailler les composantes de l'éducation. L'une des lacunes que je me reproche est de n'avoir pas insisté sur l'éducation du caractère et de la volonté, tellement chère aux entrepreneurs comme Yvon Gattaz nous l'a rappelé.

À Xavier Darcos :

Je voudrais d'abord vous présenter des excuses : comment ai-je pu accepter d'aborder un sujet que vous seul avez le pouvoir de traiter en profondeur, riche de votre expérience et d'une sagesse reconnue de tous ?

On ne peut, je crois, que souscrire à l'opposition que vous suggérez entre la réponse exclusivement quantitative faite dans les années 70, sous la pression de l'urgence, à la massification des effectifs scolaires – et les efforts de diversification opérés depuis quelques années déjà.

À Jean-Robert Pitte :

Je me sens en accord avec vous sur tout, sauf sur un point. Vous vous êtes employé à défendre le terme de « sélection ». Marqué par les événements de 1968, je ne peux oublier que le mot déclencheur du mouvement a été celui de « sélection ». La raison en est que les étudiants ont pris « sélection » au pied de la lettre, au sens darwinien du terme, c'est-à-dire comme un processus qui voue à la disparition ceux qui n'ont pas les qualités pour survivre. Si c'est cela la sélection, je réponds évidemment non, et je maintiens le terme d'« orientation » qui ne comprend aucune connotation négative de rejet ou d'élimination.

À Bertrand Collomb :

Sans doute ai-je eu tort de parler d'alternance car l'un des éléments de l'éducation est la pratique de l'alternance. Or, tout notre système d'orientation est fondé sur le fait que, le plus tôt possible, si l'on veut intéresser les élèves, il faut mêler la pratique à la théorie, le concret à l'abstrait et donc mêler l'alternance à la formation dite « générale ». Il est de fait que l'éducation implique la formation totale de l'individu, en fonction des goûts et des aptitudes de chacun, en mariant les besoins de l'action et les besoins de la réflexion.

Notre système d'éducation est en réalité un système d'instruction. Nous enseignons des choses à nos élèves, puis nous les lâchons comme tels sans qu'ils aient été formés pour la vie. Or, ce qu'attendent les chefs d'entreprise, c'est que nous leur offrions des gens capables de vivre efficacement au service de l'entreprise.

Pour ce qui est de l'université professionnalisée, je ne peux oublier que mon patron Edgar Faure refusait avec énergie ce concept même. Il estimait que l'université était faite pour former des esprits et non pas pour préparer des gens à une profession. La vérité est que la société est ainsi faite que nous devons les préparer à l'un et à l'autre.

Pour répondre à un ensemble de remarques, je dirai que le vice de mon propos – qui participait aussi d'une volonté délibérée – a été de me borner à une étude de l'éducation dans l'état actuel de la démocratie française.

Monsieur le Chancelier Gabriel de Broglie a parfaitement raison dans son analyse historique, notamment dans le rappel qu'il a fait de l'attitude de Guizot.

Mais pour ce qui est de l'état actuel de la démocratie, l'éducation a ses devoirs qui se résument dans la pratique de l'alternance. Or, nous y sommes ou rebelles ou étrangers.

À Yvon Gattaz :

Toujours à propos de l'alternance et de la formation professionnelle, vous, le créateur de *Jeunesse et Entreprises*, ne savez trop bien que les professeurs tombent

trop facilement dans le piège que j'ai signalé dès le début de mon propos, à savoir un excès d'abstraction, un culte voué aux valeurs les plus abstraites de l'esprit, dans une incapacité, hélas, à affronter les réalités de la vie quotidienne.

*

* *